

Résolution de l'AG de la FNEC FP-FO 76

réunie à Rouen le mardi 6 octobre 2026

L'AG se félicite de la présence de 153 camarades du SNFOLC, SNUDI FO, SPASEEN-FO, SNFOASEN, SNETAA-FO de Seine Maritime.

Au moment où l'AG se réunit, la mobilisation des lycéennes et lycéens, rejoints par les étudiantes et étudiants, continue de s'étendre malgré une répression d'Etat sans précédent et des mesures liberticides comme l'interdiction de se rassembler devant les établissements. Malgré ces interdictions, plusieurs blocages d'établissements ou d'universités ont eu lieu lundi 5 et mardi 6 octobre ; plusieurs AG de personnels se sont tenues, malgré les fermetures des établissements (au lycée Camille Saint Saens, au lycée de Fécamp, lycée Siegfried, lycée Claude Monet, lycée Les Bruyères, 61 réunis au lycée Flaubert...) ; une assemblée générale a réuni plus de 700 étudiants à MSA ce lundi 5 octobre.

Les revendications des lycéennes et des lycéens rejoignent les nôtres ! Ils dénoncent :

- les classes surchargées et les emplois du temps à trous, incohérents et infaisables,
 - Parcoursup qui les laisse de plus en plus sans places après le bac ou qui est vécu comme une loterie injuste facteur de tri social,
 - la pression sur leur avenir dès la seconde avec les choix de spécialités,
 - le manque de tout : de personnels administratifs, d'infirmières, de médecins scolaires, d'assistantes sociales, de professeurs, de CPE, d'assistants d'éducation, d'AESH, de PSY-EN et de personnels d'entretien...
- et ils dénoncent aussi les discriminations et les inégalités sociales.

Ces revendications des lycéens sont au cœur de nos mobilisations contre la mise en place de la réforme Blanquer du lycée et du baccalauréat, ainsi que de Parcoursup (2018-2019) : l'explosion des emplois du temps avec la mise en place des spécialités ; Parcoursup qui décide de l'affectation des bacheliers, avant même que les épreuves du bac soient terminées ce qui donne un place considérable au contrôle continu et génère un stress pour chaque note attribuée...

Quelles réponses les gouvernements successifs ont-ils apportées à cette jeunesse ? L'interdiction des abayas, l'interdiction des téléphones portables, la militarisation avec la mise en place du SNU, puis du SNV... et depuis le début des mobilisations des derniers jours, une répression d'une violence et d'une brutalité inacceptables.

En pleine mobilisation et au lieu de répondre à leurs revendications légitimes, le gouvernement Macron Lecornu annonce un budget de guerre et d'austérité sans précédent : 54 milliards d'euros d'économies budgétaires, un « *effort record sous la Vème République* » (Le Parisien), qui va aggraver brutalement la situation des services publics déjà exsangues, l'École publique, tandis que les milliards coulent à flots pour les entreprises du CAC40 dont celles liées à l'industrie d'armement. Dans l'Education nationale ce seraient 1588 postes supprimés à la rentrée 2027 et des coupes qui concernent en premier lieu la jeunesse : blocage du montant des APL et restriction dans les conditions d'octroi des APL, instauration de jauges pour limiter l'accès au repas à un euros au CROUS...

Pour faire taire la mobilisation et empêcher la jonction entre enseignants et lycéens, le gouvernement annonce la fermeture de nombreux établissements (plus de 27 en Seine Maritime) avec la mise en place de l'enseignement à distance. Inacceptable ! Cette méthode d'enseignement est inégalitaire. Elle porte atteinte à la santé mentale des élèves et des enseignants, qui est déjà très éprouvée. Les lycéens méritent des réponses à la hauteur de leurs revendications plutôt qu'une manœuvre destinée à essouffler les mobilisations.

C'est un mouvement en profondeur qui s'exprime aujourd'hui. Par leur mobilisation légitime les lycéennes et lycéens, les étudiantes et étudiants, montrent la voie pour obtenir pour tous :



- l'abrogation des trois réformes Blanquer : du lycée, du bac et PArcoursup
- l'abrogation de la réforme de la voie pro
- le retrait de la totalité du budget d'austérité de 54 milliards d'€ du gouvernement Macron-Lecornu,
- l'annulation des 1588 suppressions de postes prévues pour la rentrée prochaine et les créations nécessaires,
- l'arrêt du gel de la valeur du point d'indice,
- l'abandon de toutes les mesures qui s'en prennent aux services publics, aux personnels, à la jeunesse et aux retraités.

Le gouvernement est en difficulté ! Nous pouvons mettre en échec le plan Lecornu qui prévoit 54 milliards d'économies. C'est le moment !

Dans ce contexte, l'AG de la FNEC FP-FO appelle à se réunir en assemblée générale dans les établissements et service pour décider des suites en mettant en débat la grève et sa reconduction !

Elle appelle l'ensemble des personnels à participer nombreux aux mobilisations avec les lycéennes et lycéens, les étudiantes et étudiants, dans l'unité la plus large !

L'AG a pris connaissance de l'appel à une manifestation nationale le jeudi 5 novembre en défense de l'enseignement spécialisé. Face à la destruction de l'enseignement spécialisé, aggravée par la mise en place des PAS qui ont pour seul objectif de diminuer drastiquement les notifications MDPH, mutualiser l'accompagnement en retirant du personnel à des établissements pourtant déjà débordés...Face à l'augmentation des situations intenable dans nos établissements par l'accueil devenu pratiquement systématique d'élèves relevant de l'enseignement spécialisé au mépris des élèves en situation de handicap, la FNEC FP-FO prépare la grève et organise la montée nationale à Paris le 5 novembre pour exiger : la création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux, un statut de fonctionnaire avec un temps plein de 24H pour les AESH, l'abandon des PAS et des PIAL !

Une réunion publique réunissant 35 enseignants du 1^{er} et second degré, des PSYEN, des AESH, des personnels médico-sociaux, des parents, des médecins psychiatres, des élus s'est déroulée le jeudi 1^{er} octobre à Saint Etienne du Rouvray. Ensemble, ils ont pris position et plusieurs se sont inscrits pour la montée à Paris. C'est un point d'appui. L'AG décide de poursuivre les réunions syndicales destinées aux personnels et aux AESH programmées en octobre pour inscrire les collègues dans le car qui partira du Havre et passera par Rouen le 5 novembre.

L'AG a pris connaissance des enjeux des élections professionnelles 2026. Les élections professionnelles du 3 au 10 décembre 2026 vont déterminer la représentativité de chaque syndicat et de notre fédération. Pour l'AG, il est vital de préserver le poids de notre organisation qui se distingue par :

La **FNEC FP-FO** combat l'augmentation des budgets de guerre et la militarisation de l'école.

FO a été la seule organisation à ne pas signer l'accord sur la Protection Sociale Complémentaire dans la Fonction publique.

La **FNEC FP-FO** est la seule organisation à mobiliser contre l'acte 2 de l'école inclusive, à s'opposer à l'inclusion systématique et forcée et à préparer la montée à Paris du 5 novembre.

La **FNEC FP-FO** a voté contre la réforme PPCR qui a dégradé le droit à carrière

**L'AG appelle, dès le 3 décembre 2026 (vote du 3 au 10 décembre),
à voter et faire voter pour les listes FO**

adoptée à l'unanimité